

A Heytjens

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71. BERG. 40-51
Après minuit : GUT. 59-89

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

Une "crise du papier"?

La moralité peut y gagner tout ce qu'y perdra la mauvaise publicité.

La réforme de la presse

Pourquoi les "grands journaux" ont besoin de six pages

Vous voyez bien qu'elle sert à quelque chose, notre campagne contre la sale publicité qui empoisonne la presse française !

Plusieurs de nos confrères nous ont déjà donné raison — et satisfaction. C'est ainsi qu'on n'a pas revu depuis quelque temps cet excellent curé qui se juchait entre deux académiciens sur les colonnes de l'*Echo de Paris* pour montrer ses hémorroïdes à tous les passants.

Il reste bien dans la maison quelques faux ecclésiastiques qui, pour être plus décents, n'en sont pas moins malhonnêtes. Tel est cet herbologiste camouflé en abbé qui naguère nous offrait en ces termes les bons offices de son officine :

UN PRÊTRE possède le moyen radical de guérir (diabète, albumine, cœur, reins, foie, etc., et toutes les maladies chroniques réputées incurables. Aucun régime, rien que des plantes.

GRATIS ET FRANCO
Abbé Hamon, rue Barras à X.

Personne ne s'étonnait que « le cœur, les reins et le foie » fussent représentés dans cette annonce, sans doute par une inadvertance de rédaction, comme des « maladies incurables ». L'essentiel, c'est que l'abbé Hamon se targuait de les guérir radicalement, et les pieuses lectrices de l'*Echo de Paris* ne pouvaient pas plus mettre en doute la science que l'existence de ce saint homme, dont, au surplus, les séduisantes propositions étaient toujours accompagnées d'une sympathique photographie.

Qui, dans cette affaire, eût-on soupçonné d'imposture ? L'*Echo de Paris* ? Vous n'y pensez pas. Le « prêtre » ? Encore moins !

Or, l'*Actualité scientifique* ayant ouvert une enquête sur la « publicité trompeuse », dénonçait le 15 juin 1915 « l'escroquerie à l'annonce religieuse » et démasquait en ces termes le faux prêtre :

L'abbé Hamon est un herbologiste... un nommé F. Bouvard-Poulain. Il envoie une jolie brochure intitulée : « Les vingt cures de l'abbé Hamon ». Dans cette brochure, l'abbé Hamon explique comment il fut appelé à s'occuper de médecine et qu'il a consacré les meilleures années de sa vie à l'étude des plantes médicinales. Il affirme pouvoir guérir toutes les maladies et conseille d'acheter les plantes nécessaires à son disciple (sic) M. Bouvard. Le traitement varie (remarque qu'il s'agit de plantes) de seize à quarante francs. C'est cela qu'il appelle *gratis* !

Il n'est que de s'entendre, et, quand nous avons à notre tour signalé cette « attrape », nous espérons bien être entendus. L'*Echo de Paris*, en effet, s'empressa d'inviter son client à changer non de masque, mais de formule. Evidemment, il faut prendre garde qu'il y a un Conseil supérieur d'hygiène, un service de la Répression des fraudes et même une juste loi qui punit sévèrement l'exercice illégal de la médecine. C'est pourquoi le faux abbé Hamon ne se vante plus de guérir radicalement toutes les maladies « réputées incurables », (sans doute par tous ces faux docteurs que forme la Faculté de médecine); devenu plus modeste, le pseudo-ecclésiastique corrige son annonce de l'*Echo de Paris* et se flatte seulement de posséder quelques « recettes », à vrai dire « infailissables ».

Mais, demanderez-vous, pourquoi votre confrère, dûment averti, n'a-t-il pas tout honnement purgé

ses colonnes de ce mensonge et envoyé l'abbé aux vingt cures rejoindre le curé aux hémorroïdes ?

Je vous répondrai quand vous m'aurez expliqué pourquoi le même *Echo de Paris*, en pleine guerre, annonçait la publication prochaine d'un roman « spécialement écrit » pour lui par un très authentique sujet de Guillaume... Qu'est-ce qu'un faux abbé à côté d'un vrai Boche ?

Il manque à la série l'étonnant abbé Soury sur lequel, il est vrai, je n'ai pas de lumières spéciales, mais celles que nous prodiguent les « grands journaux » me suffisent amplement ; et je vous jure que je mesure avec soin toute la portée de mes expressions, si je n'hésite pas à écrire que cet abbé Soury m'apparaît comme le plus grand humoriste des temps modernes.

Car vous savez quelle est sa spécialité, et, si vous ne le savez pas, vous êtes vraiment dur d'oreille, car l'abbé Soury ne cesse de le claironner sur les toits dans toutes les trompes de la renommée. Ce sont les « maladies de la femme » que guérit ce providentiel ecclésiastique.

Où a-t-il appris à les soigner ? Comment peut-il pousser l'étourderie ou le cynisme jusque'à se glorifier dans toutes les gazettes, toujours avec sa photographie à l'appui, de connaître beaucoup mieux que personne le seul sujet que les prêtres font généralement veu d'ignorer ? Tout cela me passe et me confond ; mais l'énormité du paradoxe n'est-elle pas réjouissante ? Ecoutez le dernier boniment de l'abbé Soury sur la métrite :

Il y a une foule de malheureuses qui souffrent en silence et sans oser se plaindre, dans la crainte d'une opération toujours dangereuse, souvent inefficace.

Ce sont les femmes atteintes de Métrite

Celles-ci ont commencé par souffrir au moment des règles qui étaient insuffisantes ou trop abondantes. Les Pertes blanches et les Hémorragies les ont épuisées. Elles ont été sujettes aux Maux d'estomac, Crampes, Aigreurs, Vomissements, aux Migraines, aux idées noires. Elles ont ressenti des Lancements continus dans le bas-ventre et comme un poids énorme qui rendait la marche difficile et pénible. Pour guérir la Métrite, la femme doit faire un usage constant et régulier de la

Jouvence de l'Abbé Soury

qui fait circuler le sang, décongestionne les organes et les cicatrise, sans qu'il soit besoin de recourir à une opération.

La Jouvence de l'Abbé Soury guérit sûrement, mais à la condition qu'elle sera employée sans interruption jusqu'à disparition complète de toute douleur. Il est bon de faire chaque jour des injections (1 fr. 25 la boîte), etc.

Toute femme soucieuse de sa santé doit employer la Jouvence de l'Abbé Soury à des intervalles réguliers, si elle veut éviter et guérir : Métrite, Fibromes, mauvaises suites de couches, Tumeurs, Cancers, Varices, Phlébites, Hémorroïdes, Accidents du Retour d'Age, Chaleurs, Vapeurs, Etouffements, etc.

Et puis quoi encore ? Celui-là aussi guérit tout, et il « guérit sûrement », mais à la condition — condition — que son remède sera « employé sans interruption jusqu'à disparition complète de toute douleur ». Comme c'est ingénieux et matos ! Si la douleur ne disparaît pas complètement, c'est que le

malade n'aura pas continué sans interruption l'usage de la Jouvence-panacée. Oui, si pénible que soit le sujet, je vous jure que c'est d'un comique irrésistible...

Mais comment un « grand journal », ou simplement un journal qui se respecte peut-il insérer ces insanités malfaisantes ? Comment un journal sérieux qui, en première page, recommande au public une « cure de vérité », peut-il accueillir à la troisième cette publicité mensongère ?

Les marchands de papier et les courtiers d'annonces, qui prétendent régenter la presse française, répondront sans doute par la complaisante théorie qu'un journal n'est en rien responsable des réclames qu'il insère. Tiens ! pourquoi donc ?

Est-ce que le pharmacien n'est pas responsable de ce qu'il met dans ses fioles ? Est-ce que le boucher peut impunément nous vendre de la viande avariée ? Le boulanger du pain empoisonné ? Depuis quand le journaliste n'est-il plus responsable de ce qu'il écrit ou laisse écrire dans son journal ?

Cessons d'invoquer cette honteuse excuse qui avilit la presse et finirait par la déshonorer. Posons en principe que la publicité est faite pour le public, et qu'un journal « qui se respecte » doit commencer par respecter ses lecteurs.

Gustave Téry

Les Communiqués

ATTAKES ARRÊTÉES

15 heures.

En Artois, nous avons fait sauter une mine au sud du chemin de Neuville à la Folie.

Au sud de la Somme, une attaque de nos troupes, dirigée hier en fin de journée sur les ouvrages allemands au sud de Frise, nous a permis d'occuper quelques éléments de tranchées.

Une contre-attaque de l'ennemi a été fauchée par notre feu. Une compagnie allemande, entourée par nous, a été décimée. Le capitaine et soixante-dix survivants se sont rendus. Le chiffre total des prisonniers actuellement en notre pouvoir est d'une centaine.

Plusieurs mitrailleuses sont également restées en nos mains. Au dire des prisonniers interrogés et d'après le nombre des cadavres allemands restés sur le terrain, les pertes de l'ennemi ont été considérables.

En Champagne, au cours de l'attaque exécutée hier par l'ennemi à l'est de la route de Tahure à Somme-Py, nous avons fait exploser trois fourneaux de mines préparés d'avance sous les éléments avancés où il avait réussi à pénétrer. Ses tentatives pour pousser jusqu'à notre tranchée de soutien ont complètement échoué. Malgré des pertes sérieuses causées par l'explosion de nos mines et par nos tirs d'artillerie, l'ennemi s'est maintenu dans ces éléments avancés.

En Haute-Alsace, hier soir, une nouvelle action de l'infanterie ennemie à l'est de Seppois, précédée d'un violent bombardement, a mis les Allemands en possession de deux cents mètres de tranchées environ. Une contre-attaque immédiate de notre part nous a rendu la plus grande partie du terrain. Les actions d'artillerie continuent, très violentes, dans cette région.

23 heures.

En Belgique, notre artillerie a fait sauter un dépôt de munitions au nord de Boesinghe.

Au nord de Soissons, dans la soirée d'hier, après un vif bombardement, l'infanterie ennemie a essayé de déboucher par la route de Torny et par la rive droite de l'Aisne. Elle a été arrêtée net par nos tirs de barrage et nos feux d'infanterie.

Au plateau de Vaucleurs, tir efficace de notre artillerie sur un saillant de la ligne allemande.

En Champagne, actions d'artillerie très vives dans les régions de Tahure, Massiges et Navarin. Aucune attaque d'infanterie.

En Haute-Alsace, à l'est de Seppois, un bombardement intense a été effectué par l'ennemi sur les éléments avancés que nous lui avions repris au cours de la nuit. Nous avions évacué ces emplacements entièrement bouleversés. Dans la même région, nous avons pris sous nos tirs de barrage des renforts ennemis qui s'efforçaient de progresser par petits groupes venant de Niederlanq.

Stupéfiante recommandation

Si habituée que soit l'*Œuvre* aux extravagances et aux absurdités de M. Lebureau, nous hésitons à comprendre ce que peuvent bien signifier les deux documents que voici :

I.
Paris, le 30 décembre 1915.

CAMP RETRANCHÉ DE PARIS

14545

Direction générale des Approvisionnements de siège
Division des Magasins et Chantiers

Monsieur le Chef du 1^{er} Groupe,
Je vous informe qu'il a été délivré des bons de livraison aux services militaires du Camp retranché de Paris pour enlever à votre entrepôt 3.900 quintaux de farine.

En voici le détail :

500 quintaux pour SAINT-DENIS.
1.000 quintaux » VINCENNES.
2.000 quintaux » VERSAILLES.
400 quintaux » JUVISY.

Il est recommandé de livrer les farines les moins bonnes.

Le Chef de la 1^{re} Circonscription.

II.
Paris, le 30 décembre 1915.

CAMP RETRANCHÉ DE PARIS

15454

Direction générale des Approvisionnements de siège
Division des Magasins et Chantiers

Monsieur le Chef du 1^{er} Groupe,
En exécution de la dépêche ministérielle 3034/RIL et de l'ordre reçu de Monsieur le Sous-Intendant Militaire, je vous prie de faire expédier :

1^o Au gestionnaire du service des vivres de Besançon :

4.000 quintaux de blé

2^o Au gestionnaire du service des vivres de Dôle :

2.000 quintaux de blé

Comme il s'agit des établissements militaires, il est possible de faire ces livraisons en blé qui ne serait pas livrable aux meuneries civiles.

Le Chef de la 1^{re} Circonscription.

A première vue, ces deux lettres semblent signifier que l'Intendance prescrit de livrer à la meunerie militaire, pour en faire le pain de nos soldats, les plus mauvaises farines, celles dont ne veulent pas les meuneries civiles.

Mais, évidemment, nous avons mal lu...

Les mufles

LE BISTRO

Il avait le meilleur comptoir du quartier, juste en face de l'usine où l'on tourne des obus : treize cents ouvriers, autant dire treize cents clients. Vous pensez combien il pouvait passer de petits verres et d'apéritifs.

Ah ! il n'était pas de ceux qui trouvent la guerre trop longue ; il était le civil résolu à tenir jusqu'à la fin, le plus tard possible, derrière son zinc ! Après la guerre, sa fortune faite, il aurait rejoint son Massif Central, et là, connu et cossu, rien ne l'aurait empêché d'avoir des ambitions politiques. Conseiller municipal, maire, député peut-être, car on peut être prophète dans son pays quand on est parti en sabots et qu'on revient avec une grosse chaîne de montre qui barre une bedaine gonflée !

Et ce rêve, dont rien ne pouvait troubler la réalisation qu'une paix prématurée, le rendait résolument optimiste, d'un optimisme temporisateur qui ne comptait pas les mois et pronait avec abondance les avantages d'une guerre d'usure.

Pourquoi un arrêté ministériel vint-il jeter une douche sur la flamme d'enthousiasme qui le brûlait ? Quel stupide gouvernement qui eut l'idée d'interdire la vente de la goutte et des amers à ceux qui travaillent pour la défense nationale !

D'abord, il ne crut pas à la rigueur d'une police dont les agents avaient pour lui tant de bienveillance quotidienne ; il haussa les épaules en lisant l'arrêté et déclara péremptoirement : « Tout ça, c'est des histoires ! » et il continua à pencher sur les godets de verre épais le flocan au bou-

chon d'éclair marqué de l'étiquette : « Eau de vie de fantaisie ».

Une première contravention le plongea dans la stupeur ; une seconde, dans la colère : on osait consigner un mois son établissement. Sûrement c'était la fin de tout, le désastre, non pour lui seul, mais sans doute pour la France entière.

Il ne cacha pas ses sentiments. Il versa d'une main rageuse à ses derniers clients civils ses amers et son amertume. Quel pessimisme ! et s'il était de bonne foi tandis que son commerce florissait, pourquoi penser qu'il est moins sincère aujourd'hui en regardant sortir les ouvriers à bras-armés qui n'osent plus franchir son seuil ?

— Bon Dieu ! c'est tout de même un malheur, cette guerre qui ne finit pas !

Jacques Baudier.

L'ACTIVITÉ ALLEMANDE sur le front occidental



Cette activité est incontestable. Elle se produit, depuis un mois environ, dans quatre secteurs principaux.

D'abord, en Artois, à 8 kilomètres au nord-est d'Arras, dans cette région de Givenchy, Neuville-Saint-Vaast, ferme de la Folie, Thelus, cote 140, déjà bien connue. Là, le 23 janvier, après l'explosion de nombreuses mines et un violent bombardement, nos ennemis nous ont enlevé quelques bouts de tranchées. Depuis, on combat avec acharnement dans ces parages, sur un front de 5 à 6 kilomètres. Attaques et contre-attaques se succèdent, des bords d'entonnoirs passent de mains en mains, sans que les Allemands, cependant si prompts à exalter leurs succès, puissent en annoncer un seul justifiant les pertes très sérieuses qu'ils subissent.

Aux dernières nouvelles, la lutte semblait circonscrite à l'ouest de la cote 140 (sud de Givenchy), où notre contre-attaque les a rejetés, dans la soirée du 13 février, d'un élément de tranchée conquis.

C'est ensuite au sud de la Somme, entre Frise et Lihons, points situés à 15 kilomètres d'intervalle. Le 28 janvier, un de nos bataillons s'est laissé enlever Frise, incident qu'on eût dû et pu éviter, mais simple incident. Nous avons tenu partout ailleurs. Nous avons même repris, les 8 et 9 février, une partie du terrain perdu au sud de ce village. Le 10 et le 13, nous avons repoussé de nouvelles attaques sur certains points du même front.

Le secteur de Champagne voit, dans ces derniers jours, des attaques très vives se dérouler à l'est de la Butte du Mesnil où, après avoir enlevé 300 mètres de tranchées, nous repoussons, le 12 février, plus de cinq contre-attaques. Par contre, à l'ouest de Tahure, où nous sommes violemment bombardés, l'ennemi pénètre dans notre ligne ; mais, d'après les nouvelles du 13, — un peu confuses, — ce ne serait qu'un pouce et y laisser des prisonniers.

Le quatrième foyer d'activité boche se place en Belgique. Le 12, les Allemands essayent à plusieurs reprises, après une préparation d'artillerie assez violente, de franchir le canal de l'Yser à hauteur de Steenstraete et d'Hetsas. La tentative échoue sous le feu combiné de l'artillerie et des mitrailleuses belges. Ils ne sont pas plus heureux, le même jour, contre les Anglais, à l'est d'Ypres, sur la route qui conduit de cette ville à Pilleken.

En dehors de ces quatre secteurs, les Allemands se sont encore agités sur l'Aisne, principalement le 2 février, en esquissant une attaque sur nos positions du bois des Buttes, dans la région de Ville-aux-Bois, au nord-est de Berry-aux-Bac. Notre feu a arrêté leur débouché,

Le 12 février, du côté de Vic-sur-Aisne, ils sont venus sur nos fils de fer, où nos canons les ont cloués. Au nord-est de Soissons, ils ont pu, toujours après bombardement, atteindre notre tranchée sur la route de Crouy. Une contre-attaque les a rejetés.

On cherche vainement la raison de toutes ces manifestations.

Reconnaitre nos positions et la façon dont nous les gardons ? Chercher un point faible ? Les espions qu'ils ont encore dans nos lignes et la photographie aérienne leur ont donné des renseignements autrement précis que le contour apparent fourni par des attaques immédiatement arrêtées.

Détourner notre attention ? Le piège est trop grossier. L'organisation de la défense par secteur est telle qu'une attaque dirigée contre l'un d'eux influencerait tout au plus, le secteur voisin. Et ce n'est pas le bombardement d'Ypres ou d'Arras qui empêchera de veiller en Argonne. D'autre part, la capacité défensive de nos premières lignes leur permet désormais d'attendre l'arrivée des réserves générales, si celle-ci était nécessaire par le déclenchement d'une attaque autrement sérieuse que celles dont nous venons de parler.

Rectifier le front ? Le site n'a plus aujourd'hui, avec le tir indirect et les positions enterrées, la même valeur quadis.

On remarquera, cependant, que les points sur lesquels nos adversaires viennent de s'acharner furent autrefois entre leurs mains. Il est possible qu'ils mettent un point d'honneur à les reprendre. S'ils tiennent, pour cette seule raison, à continuer leur jeu de massacre, on n'a qu'à les laisser venir, en les repoussant, comme on le fait, à bien meilleur compte.

L'important est de ne pas les imiter. La bonne tactique, à mon avis, consiste, en outre, pour le moment, à dénicher leurs batteries avec nos obus, bouleverser leurs ouvrages, et prendre sous notre feu toutes leurs colonnes en marche, tous leurs convois. Notre artillerie se bornait trop, au début, à la seule riposte. Elle est maintenant plus agressive et fait bonne besogne. Cela contristera, peut-être, ceux qui rêvent encore vastes offensives, coups formidables et percées gigantesques.

Il faut en prendre son parti, et les remettre à plus tard. La guerre de tranchées, la seule que nous puissions pratiquer pour le moment, réclame plus de bons caporaux que de bons généraux.

Général Verraux

Hors de France

La Faacture

Non. L'Allemagne ne fera pas une guerre d'usure. Elle va, au contraire, et le plus tôt possible, essayer d'obtenir une décision à tout prix, dût-elle la payer de la moitié du sang qui lui reste. Il lui faut la victoire, parce qu'il lui faut l'indemnité de guerre. Et il lui faut cette indemnité, parce que les riches, chez elle, la veulent.

Ces riches, en Allemagne, ont exigé la guerre pour échapper à la banqueroute qui allait punir leur croissance trop rapide. Dépensant depuis quarante ans plus qu'ils ne gagnaient, ils s'étaient outillés pour fournir le globe entier. Ce globe entier, la paix le leur donnait trop lentement. Ils ont cru qu'ils pourraient l'avaloir d'un coup.

— Eh bien ! ils voient qu'ils se sont trompés. Pourquoi croyez-vous qu'ils vont s'obstiner ? Leur désir ne serait-il pas d'obtenir *parie-nulle*, quitte à recommencer plus tard ?

— Non. Il leur faut l'indemnité de guerre parce que, si ce n'est pas nous, c'est eux qui la paieront ! L'Allemagne ne peut s'en passer. Si elle ne la prend pas dans nos poches, elle la prendra dans les leurs. Et c'est ce dont ils ne se soucient nullement !

Un peu d'arithmétique : les recettes de l'empire étaient, avant la guerre, d'un milliard 700 millions. Or, le seul service des intérêts à 5 pour cent des emprunts contractés depuis la guerre (25 milliards) absorbera ce chiffre. Comment vivre, alors ? Par des droits de douane plus élevés ? Impossible, sans affamer le peuple. Le tabac, le vin, la bière, les héritages ? Des gouttes d'eau dans la mer.

Il ne restera que l'impôt sur le revenu. Mais les socialistes, si petits garçons devant l'ennemi, ici relèvent la tête, imposent leurs vœux : déjà tous les revenus au-dessous de 3.000 francs sont exemptés. Six millions de petits rentiers, qui payaient hier, de ce fait ne payeront plus. On se rattrapera sur les gros. Et comment ! Tout millionnaire calcule qu'il payera, en impôt sur le revenu et en impôts communaux, le cinquième de son revenu ! Et l'on ne s'en tiendra pas là. Les social-démocrates citent l'exemple de l'Angleterre où tel lord à deux millions et demi de rente paiera 850.000 francs d'impôt. Pourquoi pas les millionnaires allemands ? Une fois débarrassés de la discipline militaire, les socialistes se chargeront de le leur faire comprendre !

Mais, en attendant, ces millionnaires commandent. Ils ont les diplomates, les généraux, le sabre. Et vous voudriez

qu'ils n'usent pas de ce sabre jusqu'à la garde ? La ploutocratie allemande doit vaincre ou payer la facture de la guerre. Son choix est fait. Et vous allez avoir une de ces batailles !

Maurice de Waleffe

Hors d'Œuvre

Le maudais fonctionnaire

Ce déplorable fonctionnaire est employé à la mairie d'un chef-lieu d'arrondissement. Il est chargé d'un service très spécial : lorsque l'autorité militaire avise la municipalité du décès d'un soldat originaire de la ville, c'est lui qui convoque la famille et qui annonce la nouvelle.

D'après le règlement, il devrait se borner à dire :

— J'ai le regret de vous prévenir que le soldat X..., ...^e régiment d'infanterie, matricule n°..., est décédé le ... à ... Vous pouvez vous retirer.

Or, l'employé dont je vous parle fait de la fantaisie. Il enveloppe le texte officiel de préambules qui ne sont pas réglementaires, il le fait suivre de consolations qui ne sont pas administratives. Il a peur de la nouvelle qu'il est chargé d'annoncer ; par avance, il voit sur les visages anxieux l'effet du coup qu'il va porter, et il tâche d'en adoucir la rudesse. C'est un employé qui a de l'imagination : un bon fonctionnaire n'en doit pas avoir. Et celui-ci perd en manifestations sympathiques à l'égard de gens qu'il ne connaît pas, un temps qui serait beaucoup mieux employé à recopier des paperasses urgentes et utiles.

Or, ce fonctionnaire reçut dernièrement l'avis officiel de la mort d'un brave garçon, dont il convoqua aussitôt la mère. Il vit arriver une bonne vieille en bonnet, souriante, et ne se doutant pas le moins du monde de ce qui l'attendait.

L'employé prit un air apitoié, ouvrit la bouche... et puis, il n'osa pas...

— Bonjour, madame... Est-ce que... est-ce que vous avez eu depuis quelque temps des nouvelles de votre fils ?

— Pas depuis quinze jours, monsieur. Mais je pense qu'il va bien.

— Hum !... Malheureusement, il faut toujours s'attendre à... Au revoir, madame, au revoir !

Pendant les jours suivants, le mauvais employé fut bourré de remords... Il avait trahi l'administration... Enfin, un matin, il se décida à réparer sa faute. Il fit de nouveau comparaître l'intéressée.

— Madame, nous avons reçu des nouvelles de votre fils... Malheureusement...

— Moi aussi, monsieur, j'ai reçu des nouvelles de mon fils. Il m'a écrit. Sa lettre est datée d'avant-hier. Il se porte bien...

Il y avait eu une erreur de l'administration, qui avait confondu deux Dupont ou deux Durand.

Je ne dis pas ça pour excuser le mauvais employé : il a eu de la chance et voilà tout.

ZETTE.

De l'hôpital à la prison

Extrait de la décision de la place de N..., du 20 janvier 1916 :

D..., cavalier de 2^e classe ...^e chasseurs, en traitement à l'hôpital 42 bis :

10 jours de prison. A été rencontré en ville, le dimanche 16, en tenue irrégulière, avec un chandail apparent sous le manteau et des bottines civiles.

Cet homme couchera dans les locaux disciplinaires, fera son traitement le matin, prendra un repas à l'hôpital et sera ramené aussitôt après à la prison.

Un gradé de l'hôpital viendra le prendre et le ramener au quartier.

Le médecin-major de l'hôpital n'a pas voix au chapitre pour décider si ce régime mixte d'hospice et de prison est de nature à améliorer l'état du cavalier D...

Théâtre au front

Les grands quotidiens débordent d'enthousiasme et d'attendrissement pour les artistes de la Comédie-Française qui sont allés donner une représentation sur le front.

« Ce fut un enchantement, un rêve ; deux heures et demie du meilleur théâtre en pleine campagne, à quelques kilomètres du feu ! En vêtements de voyage, guêtres, MM. ..., Mmes ..., etc., etc... Cinq poils, des fleurs au poing, escaladèrent la scène. Et les jolies artistes embrassèrent en eux toute la France qui se bat. »

Nous ne pouvons rien ajouter à ces éloges définitifs. Mais nous voulons aussi offrir quelques modestes fleurs aux artistes d'un théâtre à côté : à quelques kilomètres de l'endroit où les artistes et spectateurs se connaissent pour s'être appréciés sur d'autres théâtres, devant d'autres feux que les feux de la rampe ; l'ingénue n'avait jamais figuré sur le palmarès du Conservatoire, mais avait été plusieurs fois inscrite à l'ordre du jour de la 14^e division ; la grande coquette avait reçu le jour même sa promotion au grade de sergent.

La représentation eut un succès énorme. Mais personne ne prit la scène d'assaut, « fleurs au poing ». Les actrices n'embrassèrent pas la France en cinq

personnes... Et personne dans la presse n'aurait parlé de cette soirée, si les poils du 44^e n'avaient pas envoyé un mot à l'*Œuvre* pour nous demander quelques lignes de compte rendu, que nous faisons un plaisir de leur accorder.

Egalité

Au Val-de-Grâce, les auxiliaires ont le droit de sortir tous les jours de 5 heures à 8 h. 1/2 du soir.

Les blessés et amputés ne sortent que le jeudi et le dimanche.

Les auxiliaires mariés ont une carte de couchage qui leur permet de passer la nuit à leur domicile.

Les amputés mariés et habitant Paris doivent coucher au Val-de-Grâce, même quand leur état de santé n'exige plus aucun soin spécial. C'est en vain qu'ils réclament le droit à une permission de 24 heures par semaine.

Nous ne demandons pas qu'on restreigne les libertés accordées aux auxiliaires du Val-de-Grâce. Mais il est permis de penser que les amputés ont acquis, par de plus importants services, des droits aux mêmes faveurs.

Ces faveurs leur sont d'ailleurs accordées dans d'autres formations sanitaires. Quel sous-secrétaire d'Etat unifera les règlements en vigueur dans tous les hôpitaux et proclamera l'égalité des héros devant la discipline ?

Liquidation

Un de nos lecteurs manifeste des inquiétudes sur le sort du haut personnel qui était attaché au sous-secrétariat de l'aviation.

M. René Besnard avait un chef de cabinet, un sous-chef de cabinet, des directeurs, sous-directeurs, chefs et sous-chefs de bureau. Que sont devenus tous ces aviateurs honoraires ? Où vont-ils désormais pouvoir trouver du travail ?

Que notre correspondant se rassure. Les collaborateurs de M. René Besnard n'en seront pas réduits à piloter des avions dont ils se trouvaient fort embarrassés. Grâce à Dieu, jamais en France les fonctionnaires n'ont manqué de travail, ou du moins de fonctions.

Petites annonces

De l'*Echo de Paris*, en date du 9 février :

MARIAGES (5 FR. LA LIGNE)

Off. nob. titré, cathol., 40 a., intellect., largement aisé, épouserait demoiselle ou veuve nob., 30 a. environ, chrétienne, hon., intell. également aisée, brune, forte, nez retroussé. Condit. mor., physiq. et matér. absol. — Bayard, Iris, 22, rue Saint-Augustin, Paris.

Inutile de se mettre sur les rangs si la candidate n'a pas le nez retroussé. Ça doit être la conséquence d'un vœu.

POUR REMPLIR LEURS CHAUSSURES

De la note 846 D/A du G. Q. G., en date du 29 janvier 1916, nous extrayons les lignes suivantes :

Le ministre fait connaître que les entrepôts d'habillement ne sont pas actuellement approvisionnés en quantité suffisante de chaussures de petite pointure.

Dans ces conditions, à titre transitoire, les troupes feront usage, à défaut de petite pointure, de brodequins de pointure légèrement supérieure.

Une paire de chaussettes supplémentaire pourra, dans ce cas, être distribuée pour permettre aux hommes de porter deux paires de chaussettes l'une sur l'autre.

Les demandes de chaussettes seront adressées d'urgence, le 11 février, au sous-intendant militaire. Il y sera donné satisfaction dans un délai aussi court que possible.

Le 8 février 1916.

Le commissaire régulateur.

P. O. le capitaine commandant d'étapes adjoint.

Signé : X.

De cette note, il ressort que l'intendance manque de chaussures de petite pointure, mais il n'en faudrait pas conclure que celles-ci aient été faites uniquement pour chausser des pieds d'Andalouses. Non, même ainsi qualifiées, elles ont encore une respectable taille et, étant donné que dans l'armée française les colosses sont relativement rares, les petites pointures sont les plus demandées. C'est probablement pour cette raison qu'elles font défaut. En revanche, les brodequins de pointure supérieure ont des proportions effarantes et nos troupiers auront grand peine à les remplir malgré les deux paires de chaussettes qu'on leur offre généreusement.

Seuls, ceux qui ont du foin à leur disposition pourront s'y trouver à l'aise. Car tout le monde sait que, lorsqu'on a du foin dans ses bottes, on trouve toujours chaussure à son pied. — M. S.

Ni courses, ni épreuves

Le conseil supérieur des Haras s'est réuni, hier matin, au ministère de l'Agriculture, sous la présidence de M. Jean Dupuy, ancien ministre. Au cours de cette séance, il a examiné à son tour, ainsi que l'avait fait le comité consultatif des courses, la demande de la Société sportive d'encouragement, tendant à obtenir, vu l'impossibilité de donner des courses, l'autorisation d'organiser des épreuves techniques de classement réservées aux chevaux de pur sang anglais.

Après une longue discussion, le conseil a émis un avis défavorable à l'organisation de ces épreuves.

Regardons du côté de Bucarest...

Les manifestations de mauvaise humeur contre les Alliés dont le Parlement grec vient d'être le théâtre ne valent pas un sourire. Les sentiments intimes de MM. Skouliadis et Gounaris sont connus, leur impuissance également et l'on savait d'avance qu'ils auraient l'unanime approbation d'une assemblée qui ne représente pas le tiers du corps électoral hellène.

Pour remettre choses et gens d'Athènes à leur vraie place, il suffira que les événements suivent pendant peu de semaines encore leur cours actuel. A cet égard, la rentrée en scène de M. Venizelos est un indice sûr que l'opinion de l'immense majorité de la nation et celle de toute l'armée n'ont pas varié. Si l'ancien président du conseil juge le moment opportun pour repartir dans une Chambre où il ne dispose, cependant, que d'un seul partisan, sur 272 membres, c'est que véritablement notre cause et celle de la politique nationale qu'il a cessé de préconiser sont gagnées en Grèce.

Autrement intéressante est la question de savoir ce qui se passe réellement derrière la frontière grecque, hermétiquement close depuis dix jours par les Germano-Bulgares.

De toutes les informations contradictoires qui nous sont parvenues cette semaine sur les intentions et les manœuvres de l'ennemi, une seule paraît exacte, c'est que le gros des forces austro-bulgares a quitté l'Albanie, ou l'on ne découvre plus qu'une vingtaine de mille d'Aulrichiens du côté de Durazzo et de Tirana et environ autant de Bulgares et d'irréguliers albanais vers El-Basan et Berat. Ou sont passées les dix à douze divisions de Kowess et les trois ou quatre divisions bulgares qui convergent — les premières venant du Montenegro, les autres de Struga et de Dibra — vers Durazzo et Vallons ?

Les dernières mesures ordonnées par le général Sarrail semblent indiquer que le commandant en chef de l'armée d'Orient s'attend à une prochaine offensive allemande débouchant de Monastir par la ligne Florina-Indrovo-Vodena. Toutes les probabilités indiquent, en effet, que de très importantes forces austro-germano-bulgares sont concentrées le long de la frontière grecque, de Monastir jusqu'au delà de Petritch, qu'elles sont appuyées par une puissante artillerie et disposent de toutes les réserves nécessaires en approvisionnements et en munitions. Le chiffre de 300.000 hommes, donné il y a quatre jours comme étant l'effectif des armées ennemies rassemblées devant Salonique, est même certainement inférieur à la réalité.

On reconnaît aujourd'hui, en effet, que la Bulgarie a mobilisé, toutes classes comprises, plus de 550.000 hommes. Ses pertes, en tués, blessés ou disparus, ont été évaluées à 150.000 hommes en chiffres ronds, ce qui paraît excessif — à l'état-major serbe, notamment. Admettons ce total, il laisserait une disponibilité de 400.000 soldats, à quoi il faut ajouter les blessés récupérés, soit 50.000 hommes à peu près. Admettons que les indisponibles et malades atteignent ce même chiffre de 50.000 (ce qui est sûrement faux), et que les opérations albanaises et la surveillance de la Roumanie nécessitent encore 100.000 hommes, il reste 300.000 Bulgares pour l'offensive contre Salonique. Et j'ometts intentionnellement de faire entrer en ligne de compte les jeunes gens de 18, 17 et 16 ans que la Bulgarie instruit depuis quatre mois dans toutes ses garnisons de l'intérieur.

D'autre part, Kowess disposait contre le Montenegro de 200.000 hommes, sur lesquels 20.000 à peine sont encore en Albanie. Il se peut que partie des 180.000 autres aient été dirigés en Bukovine ou contre l'Italie, mais il est certain qu'au moins autant ont été rejoindre vers Monastir, Vélès et Guevgueli les 50 à 60.000, et plus probablement 100.000 Allemands qui s'y rassemblent depuis un mois.

Bulgares, Autrichiens et Allemands doivent donc disposer d'au moins 450.000 hommes, réserves comprises, appuyés sur un réseau de voies ferrées entièrement reconstruites et remises à neuf depuis deux mois.

Mais si leur offensive est militairement prête, politiquement elle ne l'est pas et, de même que les événements ont vérifié mon affirmation d'il y a deux mois que les Bulgares n'entreraient pas en Grèce tant qu'ils seraient exposés à une agression spontanée des troupes grecques, un proche avenir prouvera qu'ils ne nous attaqueront pas, même soutenus par les Austro-Allemands, aussi longtemps qu'ils ne disposeront pas d'une supériorité numérique telle qu'ils puissent à la fois faire face victorieusement aux Alliés et aux Hellènes.

Cette supériorité, ils la possèdent sans doute actuellement, si l'on admet une coopération des Turcs du côté de Xanthi, mais il est probable qu'une fois encore un obstacle inattendu va leur barrer la route.

Simultanément presque nous sont parvenues les nouvelles qu'une démarche, de caractère nettement comminatoire, avait été faite à Bucarest par les ministres austro-germano-bulgares et que d'importantes concentrations de troupes et de matériel de guerre s'opéraient entre Sistov et Roustchouk, le long de la rive bulgare du Danube. Les deux faits, qui ont été démentis, puis confirmés, puis démentis encore, sont exacts.

Une note austro-allemande s'est plainte, le 4 février, des facilités accordées par le gouvernement roumain au consortium anglo-français chargé d'acheter une partie du stock de céréales que se disposaient précisément à acquérir les agents germaniques et a réclame à la Roumanie des explications au sujet des concentrations de troupes le long des frontières austro-hongroises et des nouveaux préparatifs militaires ordonnés par l'état-major de Bucarest. La réponse de M. Brătianu n'a pas été divulguée, mais aucune des mesures sollicitées par Berlin et Vienne n'a été prise jusqu'ici.

Est-ce à dire que nous soyons à la veille d'une entrée en action de la Roumanie, obligée par un ultimatum austro-germano-bulgare de se prononcer sans ambages ni délai pour ou contre nos adversaires ? Rien ne permet encore de l'affirmer avec certitude, mais tout laisse supposer que nos adversaires vont se trouver dans la nécessité de donner sans retard toute leur attention à la

solution de ce problème roumain qui, dans leur plan d'opérations balkaniques, ne devait être examiné qu'en dernier lieu. Et qui est certain, c'est que les faiblesses qui depuis quatorze mois ont contraint la Roumanie à l'inaction ont disparu, qu'elle est militairement et financièrement prête... Ne perdons pas Saionique de vue, mais regardons du côté de Bucarest...

Henri Pozzi

Retour de M. Briand

M. Briand, président du conseil des ministres, et M. Léon Bourgeois, ministre d'Etat, venant de Rome, sont arrivés ce soir à Paris, par train spécial, à 6 h. 45, par la gare de Lyon.

Ils étaient accompagnés du général Pellé, major général, et de M. de Margery, directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères ; M. Genie, ancien préfet ; du colonel Maurin, chef du binet du ministre de la guerre ; de M. de Sillac, secrétaire d'ambassade.

MM. Briand et Bourgeois ont été reçus à la descente du train par M. Tittoni, ambassadeur d'Italie, et diverses personnalités politiques.

M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions, et le général Dumezil, directeur de l'artillerie au ministère des munitions, sont restés à Milan.

Les Espagnols francophiles

Perpignan, 14 février. — Un bacquet de 150 couverts a été offert aux hôtes espagnols. Le maire, le préfet, l'évêque, les députés du département, le consul d'Espagne assistaient. Le maire a remercié les hôtes espagnols et leur a donné rendez-vous pour célébrer ensemble la victoire finale.

MM. Mertré et Guimera, hommes de lettres espagnols, ont recité des poésies vibrantes qui ont été très applaudies. Le poète et auteur dramatique, M. Sentiago Rusinol, a dit ce qu'il devait à la France dont il a célébré les vertus et souhaiter la victoire. La critique d'art Utrillo et M. Pierre Rahola, député de Barcelone, ont parlé dans le même sens.

Le préfet des Pyrénées orientales, au dessert, a porté un toast au roi Alphonse XIII puis, aux acclamations de tous, a épinglé le croix de la Légion d'honneur sur la poitrine du dramaturge Guimera.

Ce matin, les délégués espagnols ont visité les hôpitaux et le soir, ils repartaient pour l'Espagne.

L'AFFAIRE KUENTZMANN

Le capitaine Rivière, rapporteur près le troisième conseil de guerre, a fait pratiquer une perquisition au domicile de Kuentzmann, président de la Société des Alsaciens-Lorrains. Il a saisi diverses pièces réclamées par des compatriotes de l'inculpé, qui avaient été en relations avec lui.

Dans la matinée d'hier, le capitaine-rapporteur a entendu le capitaine-major du 1^{er} régiment étranger, qui lui a fourni des renseignements sur les conséquences de la campagne hostile faite par Kuentzmann à la porte de la caserne de Reuilly, pour distraire du régiment où il les avait fait s'engager de très nombreux Alsaciens-Lorrains, en faveur des régiments métréopoliens. Ces menées faites au moment où le 1^{er} régiment étranger devait partir sur le front provoquent, dans un esprit de vengeance, une telle désorganisation — rassurez-vous, une telle désorganisation — que le 1^{er} régiment étranger ne peut plus participer à la bataille de la Marnes.

Dans l'après-midi, le capitaine Rivière a recueilli la déposition de l'abbé Wetterlé, l'ancien député d'Alsace-Lorraine au Reichstag.

L'abbé Wetterlé a signalé au capitaine-rapporteur qu'il avait reçu de nombreux lettres d'Alsaciens-Lorrains qui se plaignaient des agissements de Kuentzmann. Ces lettres relaient : 1^o des demandes d'argent, de la part de Kuentzmann ; 2^o des demandes de pièces d'identité et de papiers personnels qui n'avaient jamais été restitués ; 3^o des photographies dans lesquelles toujours ignoré des intéressés.

L'abbé Wetterlé a ensuite cité trois participants :

M. Niessen, président du Souvenir français, a une bonne alsacienne, dont le frère s'est engagé, par l'intermédiaire de Kuentzmann. Récemment, les parents de la jeune bonne, restés en Alsace, dans leur village, près de Strasbourg, écrivaient à leur fils qu'ils étaient l'objet de toutes sortes de vexations de la part des autorités allemandes, depuis que leur fils s'était engagé dans l'armée française. Qui avait dénoncé le fait à l'autorité allemande ?

D'autre part, un grand blessé, nommé Brunswick, alsacien, a raconté que, dans le régiment dont le numéro est au dossier de l'instruction, il avait reconnu deux Alsaciens authentiques qui se faisaient passer pour Alsaciens-Lorrains.

C'est Kuentzmann qui avait favorisé l'engagement dans l'armée française. Or ces deux Boches ont été passés par les armes pour fait d'espionnage.

Enfin, dernier fait, un grand gaillard, âgé de 28 ans, tonnelier de son état et alsacien d'origine, avait demandé à Kuentzmann de le faire engager. Mais son patron voulait conserver son ouvrier, auquel il tenait, résistait, moyennant finances, à empêcher Kuentzmann de donner suite au projet de l'ouvrier ; et celui-ci ne peut jamais s'engager.

Kuentzmann, enfin — le fait a été révélé hier par une autre déposition — avait fondé au début de la guerre, à Ris-Orangis, un hôpital destiné aux Alsaciens-Lorrains blessés. L'établissement n'a jamais fonctionné, bien que Kuentzmann ait recueilli d'importantes sommes d'argent et un nombreux matériel offert gracieusement par le commerce parisien.

AU PARLEMENT

Le logement des réfugiés

Une loi du 5 août 1914 mettait à la disposition des réfugiés les maisons occupées par des sujets austro-allemands et mises sous séquestre.

M. Ceccaldi vient d'informer le président du Conseil qu'il interpellera sur l'application de cette loi.

DERNIÈRES NOUVELLES

ON IGNORE...

Un incendie vient de détruire la grande fabrique de munitions de la General Electric Company de Shenecady, dans l'Etat de New-York. Et la dépêche ajoute : « On ignore l'origine de cet incendie. »

Naguère, on n'ignorait pas. On savait même très exactement et l'on ne se gênait pas pour prévenir les Allemands qu'on en avait assez. Mais au moment où la colère nationale allait éclater, un grand calme survint. Qu'était-ce ? M. Wilson se mariait ; il faisait son voyage de noces.

Puis, le brigandage sévissant avec plus de rage que jamais sur terre et sur les eaux, l'indignation nationale renait, grossit, menace et voilà l'orage qui va éclater encore une fois. Mais il n'éclate pas. Qu'est-ce ? M. Wilson est candidat.

Or, vous savez ce que c'est, un candidat : c'est encore plus souriant qu'un fiancé, et vous savez aussi qu'aux Etats-Unis, une candidature à la présidence dure plus longtemps qu'un voyage de noces. Voilà donc les dynamiteurs allemands tranquilles pour de longs mois. — ACHILLE PLISTA.

Le Montenegro combat toujours

Londres, 13 février. — De Durazzo au Daily Telegraph :

On signale des insurrections sur plusieurs points du Montenegro et de l'Albanie. La guerre de partisans organisée au Montenegro par le prince Mirko et le général Marjovitch commence à porter ses fruits. Le général autrichien von Koevess a été obligé de rappeler plusieurs régiments et d'organiser des bandes pour la poursuite des Monténégrins à travers leurs montagnes couvertes de neige.

Il reste le tiers du Montenegro non encore occupé en raison des difficultés de la pénétration et du refus des habitants de déposer les armes. L'armée de von Koevess se trouve toujours presque intégralement au Montenegro, où la situation est beaucoup moins brillante que ne l'affirment les communiqués officiels.

Le nombre des prisonniers monténégrins ne dépasse pas 4.000 hommes de tout âge.

Les Russes emportent un fort d'Erzeroum

Communiqué russe

Pétrograd, 14 février. — Front occidental. — Un feu animé réciproque continue entre Olav et l'île Dalenn. Nous avons constaté leur effet de notre artillerie.

Sous Dvinsk, l'ennemi fait emploi de bombes gaz asphyxiantes.

Front du Caucase. — Après une explosion provoquée la veille par notre artillerie dans un des forts de la place forte d'Erzeroum, nous avons enlevé ce fort. En poursuivant les Turcs, nos troupes ont fait de nombreux prisonniers et ont enlevé six bouches à feu et une importante quantité de munitions.

Comment les Russes traitent leurs prisonniers

Pétrograd, 14 février. — Le grand-duc Georges Mikhalovitch, rentrant du Japon par Vladivostok, a visité plusieurs camps de concentration où sont internés des prisonniers de guerre allemands, austro-hongrois et turcs, dans l'arrondissement militaire du littoral de l'Amour.

De l'inspection détaillée de ces camps et des questions posées au personnel, officiers et soldats, ainsi qu'aux internés, le grand-duc a rapporté la meilleure impression sur l'entretien des prisonniers de guerre dudit arrondissement. Il a constaté que les locaux étaient en bon état et chauffés. Les prisonniers sont bien portants et l'on ne compte presque pas de malades. La nourriture est bonne.

Les prisonniers n'ont adressé aucune plainte ni au grand-duc ni à sa suite.

La flotte russe de la mer Noire fait d'utile besogne

Pétrograd, 14 février. — Le 9 et le 10 février, nos navires de la flotte de la mer Noire ont continué un bombardement intense des positions turques près de Vitez, au nord de la chaîne des monts Lazistan, entre les caps Loros et Nironit.

Ils ont eu un combat heureux avec les batteries côtières ottomanes dont une partie ont été réduites au silence.

Le 9 février, nos navires se sont emparés d'un voilier turc se dirigeant vers Touseh. Vingt-cinq Turcs ont été faits prisonniers.

Le 11 février, nos navires, tout en appuyant les troupes dans leur offensive, ont détruit, sur la route du littoral, deux ponts de pierre dont un à trois arches et quatre ponts de bois.

Pendant une exploration du littoral, nos navires ont coulé huit voiliers turcs.

LA MISSION FRANÇAISE A GENES

Genève, 14 février. — Ce matin est arrivé le général Dall'Olio pour recevoir M. Thomas et le général Dumezil et les accompagner à la visite des aciéries Campi.

Quoique la visite ait été très rapide, étant donné le peu de temps dont dispose la mission, celle-ci s'est vivement intéressée à tout ce qui a rapport aux nécessités de la guerre. Sur le front de mer, les visiteurs ont assisté à plusieurs tirs d'expérience.

La mission française a été l'objet des regards les plus gracieux de la part des notabilités. Elle est ensuite partie pour Turin, accompagnée du général Dall'Olio.

Des avions autrichiens bombardent Milan

Milan, 14 février. — Ce matin, vers 9 heures, quelques avions ennemis ont paru sur la ville.

Vivement canonnés par le feu de notre artillerie antiaérienne et contre-attaqués par les escadrilles de nos aviateurs, les appareils ennemis se sont éloignés après avoir lancé quelques bombes. Les dégâts matériels sont insignifiants, mais on a à déplorer six morts et quelques blessés dans la population civile.

L'impression : « Milan est fière »

Milan, 14 février. — Les journaux commentant l'incursion aérienne de ce matin sur Milan font ressortir le grand calme manifesté par la population. Ils rendent hommage aux victimes innocentes et aux nombreux blessés, mais ils déclarent que l'ennemi se trompe s'il croit que l'attentat d'aujourd'hui puisse intimider et démoraliser la population.

« Milan est fière, disent-ils, d'être plus voisine de la guerre et plus sûre de son ardente coopération civile à la victoire. »

Le Corriere della Sera dit :

« La ville des cinq journées de 1848 ouvre de nouveau aujourd'hui un compte direct avec la vieille maison d'Autriche et, une fois de plus, dans cet épilogue de notre résurrection nationale, fera son devoir avec enthousiasme. »

Les journaux, dans leurs éditions successives, annoncent qu'il y a huit morts et une soixantaine de blessés dont quelques-uns gravement atteints.

Raid aérien sur trois autres villes

Monza, 14 février. — Ce matin sont apparus sur Monza quelques avions ennemis qui ont lancé des bombes, tuant un homme et en blessant cinq.

Une bombe est tombée dans l'enceinte de la chapelle exploitative élevée à la mémoire du roi Humbert.

Bergame, 14 février. — Ce matin, vers 9 h. 30, des avions ennemis ont lancé deux bombes incendiaires dans les environs de Treviglio, et trois sur Bergame, sans produire aucun dommage.

Brescia, 14 février. — Ce matin, vers 9 h. 45, six avions ennemis sont apparus dans les environs de Brescia, mais, attaqués par l'artillerie italienne, ils n'ont pas pu s'approcher de la ville et se sont éloignés au delà de la frontière.

Croiseur anglais coulé

Londres, 14 février. — Le croiseur *Aythya* a heurté une mine sur la côte est de la Grande-Bretagne.

On craint qu'il ne soit totalement perdu. Il y a environ dix hommes noyés.

APPEL SOUS LES DRAPEAUX EN ANGLETERRE

Londres, 14 février. — Une proclamation du roi appelle tous les célibataires sous les drapeaux.

La vie en Allemagne

Des municipalités prennent en mains le ravitaillement

Berne, 14 février. — La municipalité de la ville de Potsdam vient de se charger du ravitaillement de la ville en œufs et d'en organiser la vente. Contre présentation de leur carte, les consommateurs ont droit à dix œufs qui leur coûtent 38 centimes la pièce.

La *Vorwaerts* signale en même temps qu'à Neuköln, ville de la banlieue de Berlin, la municipalité organise à partir du 14 février une vente de graisse de porc. Contre présentation de la carte de pain, on aura droit à une demi-livre de graisse. Le prix de vente est fixé à 3 francs la livre.

EBOULEMENT AU CANAL DE CORINTHE

Une dépêche d'Athènes, 14 février, fait savoir que les autorités navales du port du Pirée viennent d'être informées d'éboulements qui se sont produits dans le canal de Corinthe et qui empêchent provisoirement toute navigation. Un grand nombre de navires marchands attendent que le passage soit de nouveau autorisé.

Aux termes de cette dépêche, les éboulements se seraient produits d'eux-mêmes.

Le post-scriptum du cardinal Mercier

Le *Courrier de Genève* avait fait savoir au cardinal Mercier qu'il réjouirait vivement la ville de Genève en s'y arrêtant lors de son retour de Rome.

Le cardinal a répondu : « Je vous remercie de tout cœur des efforts que vous consacrez à la plus noble des causes. Je désire vivement passer par Genève, mais j'ai pour mes voyages des itinéraires qui ne dépendent pas de moi. »

Et après avoir signé, le cardinal ajoute ce post-scriptum qui en dit long sur la situation qui ne lui permet pas de se plaindre hautement des géoliers dont la griffe va le ressaisir :

« Plus exactement, aucun itinéraire ne m'est imposé, mais tout le monde comprendra que je m'impose à moi-même une grande réserve. »

COMMUNIQUE BELGE

La journée d'aujourd'hui a été relativement calme sur le front belge.

Lutte à coups de bombes dans le secteur de Steenstraete.

Nos batteries ont dispersé un convoi allemand sur la route Dixmude-Kezem.

Le voyage de M. Briand et la presse étrangère

Londres, 14 février. — La *Westminster Gazette* : « La visite de M. Briand en Italie a eu, d'après nos informations, les résultats les plus satisfaisants aussi bien par l'effet général sur l'opinion italienne que par les mesures pratiques relatives à l'organisation des Alliés. »

La *Westminster Gazette* fait ensuite ressortir l'importance de l'action militaire de l'Italie, considérée soit en elle-même, soit par rapport aux services qu'elle rend à la cause commune en occupant de grandes armées autrichiennes.

« Mais, ajoute le journal anglais, ce qui est plus important encore, c'est, comme nous l'apprenons de Rome, que M. Briand a réussi à faire entrer l'Italie dans le Conseil supérieur des Alliés. »

Londres, 14 février. — Le *Times* :

« C'est un grand avantage pour l'Italie et les Alliés que l'expression « *la Nostra Guerra* », courante au moment de l'intervention de l'Italie, ait fait place à l'idée plus large, plus vraie, de l'« *Unica Guerra* » des Alliés contre un ennemi commun. L'interdiction de l'importation des produits allemands en Italie est un pas en avant dans la bonne direction ; si nous sommes bien informés, ce ne sera pas le dernier. L'unité de la cause des Alliés nécessite une unité dans la poursuite des hostilités, c'est-à-dire une volonté unique, dans une guerre unique. »

« La visite du premier ministre français à Rome aidera fortement cette idée à devenir un fait accompli. »

Lausanne, 14 février. — La *Gazette de Lausanne*, comme la *Westminster Gazette*, rend hommage aux éminents services de l'Italie à la cause commune.

Dans la visite et les paroles de M. Briand, « il faut voir, dit-elle, un hommage rendu par la Triple Entente à la collaboration italienne et une leçon à l'adresse de ceux qui critiquaient la prudence du gouvernement de Rome. »

« Le mouvement de révolte si sincère de l'Italie, écrit la *Gazette de Lausanne*, le courage qu'elle montra en descendant dans l'arène au moment le plus dangereux, c'est-à-dire au lendemain des défaites russes dans les Carpathes, lui vaudront à tout jamais le respect des historiens impartiaux. »

« Pour le présent, l'Allemagne verra là une nouvelle preuve de la résolution concordante des Alliés, et pour l'avenir le monde se trouvera placé devant une situation économique nouvelle dont personne ne peut encore discerner les conséquences, mais dont on sait qu'elle en aura d'immenses. C'est pourquoi le voyage du président actuel du Conseil est le plus important de ceux qu'il a entrepris jusqu'ici. »

LUTTE D'ARTILLERIE SUR LE FRONT ITALIEN

Communiqué italien

Rome, 14 février. — La journée d'hier a été marquée par diverses actions d'artillerie particulièrement intenses dans la zone du Haut-Isonzo où sont aussi signalés des mouvements de troupes ennemies et une plus grande activité de leur côté en travaux de défense et d'entretien des routes.

L'UTILISATION DES AUXILIAIRES

Le ministre de la guerre vient de signer une circulaire fixant les règles qui devront être appliquées pour l'utilisation rationnelle des auxiliaires.

Il y est dit notamment que tout auxiliaire doit être titulaire d'un emploi bien défini, mais autant que possible d'un emploi correspondant à ses aptitudes et à ses capacités.

C'est fort bien et c'est répondre au désir que nous avons maintes fois exprimé.

Des listes seront dressées indiquant la spécialité des auxiliaires ; elles serviront de base les déclarations des intéressés et les inscriptions faites sur leurs livrets ; mais il sera tenu compte aussi de l'état physique des appelés, notamment pour ceux qui seraient utilisés comme manœuvres.

La circulaire ajoute que les auxiliaires ne doivent être éloignés de leurs foyers que dans la mesure où cet éloignement est une nécessité de service.

En effet, il n'est pas indispensable d'imposer en toutes circonstances, à cette catégorie de militaires, les obligations auxquelles sont soumis les hommes du service armé, en casernement par exemple, logement et repas en commun, etc...

Les wagons devront être remplis

Le ministre de la guerre vient de prendre une mesure excellente qui, rigoureusement appliquée, pourra certainement diminuer les déplorables effets de la crise du matériel roulant. Il a prescrit aux établissements de la guerre que pour les expéditions faites par wagons, les envois ne soient jamais inférieurs aux deux tiers de la capacité du wagon en poids ou en volume et que chaque fois qu'on le pourra ces wagons soient chargés à la capacité maxima. Si le ministre est obéi, et nous espérons qu'il le sera, nous ne verrons plus des wagons plombés renfermant quelques colis seulement, circuler à travers la France pendant plusieurs jours. Car c'est ainsi que cela se passe et comme, à l'œuvre, nous aimons bien les précisions, nous citerons un exemple : Le 21 août dernier, une caisse, livrée par une maison de la rue des Boulets, à Paris, aux autorités militaires, était expédiée par celles-ci à Tarnes. Cette caisse contenait exactement 66 kilos de bismuth et pendant son long voyage, elle occupa, à elle seule, un wagon plombé et... le convoyeur militaire chargé de l'accompagner.

L'Amiral-Charner a bien été coulé

La perte du croiseur *Amiral-Charner* est confirmée. On a, en effet, retrouvé, au large des côtes de Syrie, un radeau portant quinze marins dont un seul survivant, le quartier-maître canonnier Carriou, de Clohars-Carnoët, près de Quimperlé. Ce survivant a déclaré que le torpillage avait eu lieu le 8 février, à sept heures du matin. Le croiseur a coulé en quelques minutes, sans qu'on ait eu le temps de mettre les embarcations à la mer.

Le ministère de la marine fait savoir que les mouvements du personnel étant fréquents sur les bâtiments de l'armée navale, il n'est pas possible d'avoir, avant un certain temps, la composition nominative exacte de l'état-major et de l'équipage du croiseur torpillé.

Les familles seront avisées dès que les renseignements demandés d'urgence seront parvenus.

A l'Hôtel de Ville

Réponse du prince Colonna, syndic de Rome

M. Adrien Mithouard, président du Conseil municipal, vient de recevoir le télégramme suivant :

« Rome, orgueilleuse d'avoir reçu les illustres représentants de la France au Capitole, manifeste, en des hymnes patriotiques, sa foi dans la victoire des armées alliées et le triomphe de la liberté et de la civilisation européenne. »

« Signé : PROSPERO COLONNA, syndic de Rome. »

Touchante offrande pour les victimes du zeppelin

Le président du Conseil municipal a reçu la lettre suivante :

« Monsieur le Président,

« Douleurusement frappé par le crime du zeppelin boche, où plusieurs familles innocentes ont trouvé la mort, laissant des orphelins sans soutien, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint un mandat-poste de dix francs, montant du dixième de mon traitement du mois de janvier, que je vous serais très reconnaissant d'employer de la façon que vous jugerez la meilleure pour l'œuvre d'assistance. »

« Veuillez agréer, etc. »

« Signé : KOUIH AÏSSA BED MESSAOUD, Adet à la Mahakama de N'Gaous, département de Constantine, Algérie. »

LES ANARCHISTES DE PONTOISE

Hier est venue, ainsi que nous l'avons annoncé, devant la Chambre des appels correctionnels, l'affaire des nihilistes russes Gorodetzki et Oustinoff, condamnés chacun

Les idées qui passent...

M. Briand et l'Italie

M. Henry Bérenger (*Paris-Midi*) demande que le voyage de la mission française en Italie ait pour sanctions des actes et non des phrases :

Le président du Conseil français, accompagné de MM. Bourgeois et Thomas, ne s'est évidemment pas déplacé en pleine guerre pour faire son éducation esthétique et visiter, sous les premiers rayons du soleil italien, les musées de Rome ou se promener sous les allées de pins de ses villas.

Ce sont là distractions de voyage de noces qui n'auraient pas plus convenu à la tenue de guerre de la France qu'à la modeste démocratie de ses ministères !

Si donc on est allé en Italie, ce n'est pas simplement pour y parler ou s'y faire voir, c'est pour en rapporter quelque chose de plus que le général Joffre.

Quel est ce quelque chose ?

L'unité de direction, un seul front... si ce ne sont pas seulement des mots, — quels actes cela nous présage-t-il ?

Car ce sont des actes — et des actes militaires — qui seuls maintenant peuvent accélérer la marche de la guerre.

Le plus beau voyage d'Italie reste encore celui du général Bonaparte !

M. Capus (*Figaro*), commentant le projet de « conférence à Paris » qui va résulter des conversations franco-italiennes, espère que cette conférence sera « une promesse d'action immédiate » :

Les hommes qui ont reconnu la vanité des opinions politiques de détail et qui ne veulent plus voir que la patrie « en soi » — ce sera, je crois, l'esprit de la génération prochaine, — demandent au gouvernement actuel la durée, l'énergie, la réparation des fautes passées, la lucidité sur les conditions de la victoire, de cette victoire qui ouvrira les temps nouveaux et sera due aux forces vives de notre race.

C'est pourquoi l'idée de la conférence de Paris a pris si vite un pareil relief. Car elle est une promesse d'action immédiate ou alors elle n'est rien.

M. Clemenceau (*Homme enchaîné*) n'accorde qu'une médiocre confiance aux hommes qui nous dirigent :

Jusqu'ici nous conduira une politique déboussolée, qui oblige les modérés les plus modérés à constater « qu'il n'y a pas de gouvernement » ? Ceux qui nous font ce beau travail ne paraissent pas en disposition de se le demander. Cependant, nous sommes là, nous, les Français, qui donnons nos enfants, et qui sommes prêts à donner tout, le vois-tu bien que M. Briand songe à nous quand il fait de la stratégie sur le ciel étoilé, du balcon du Palais Farnèse. Il a juste-ment découvert qu'il ne fallait qu'un front. Voudra-t-il bien nous rapporter de Rome l'exacte délimitation du front italien ? Mes lecteurs savent assez que je n'ai jamais soupçonné ni incriminé le gouvernement de M. Salandra. Il y a des raisons pour tout expliquer. Cependant si les paroles de M. Briand sont autre chose qu'une musique napolitaine, ne serait-il pas temps qu'il nous montrât l'Italie en guerre contre l'Allemagne ?

L'action nécessaire

M. Charles Humbert (*Journal*) talonne sans relâche notre bureaucratie rétrograde : « A-t-on fait tout ce qu'il fallait pour que toutes les compétences, toutes les ressources, toutes

à trois ans de prison : le premier pour violences et tentative d'extorsion de fonds sur la personne de la doctoresse Strozicka, rue de Rivoli ; le second pour fabrication et détention d'explosifs.

L'audience d'hier a été entièrement occupée par la plaidoirie fort brillante et très documentée de M^{re} Alexandre Zevéas, qui a demandé l'acquiescement de Gorodetzki.

L'affaire a été renvoyée à huitaine pour plaidoirie de M^{re} Thomasini pour Oustinoff, le réquisitoire de l'avocat général Granier et peut-être l'arrêt.

Double assassinat à Nancy

Nancy, 14 février. — Hier à midi, Mile Merlot, directrice de l'école maternelle de la rue du Bon-Secours, et sa sœur, Mme veuve Leclerc, octogénaire, ont été trouvées assassinées dans le vestibule de l'école. La crime a été commis à l'aide d'un marteau ou d'une hachette. L'appartement a été fouillé par les malfaiteurs. On ignore quelle somme d'argent a pu être dérobée. L'enquête suppose que le crime a été accompli dans la soirée de samedi.

La sûreté suit plusieurs pistes.

LA VIE CHÈRE

Marché sans importance habituel au midi, hier, aux Halles Centrales. Vente des plus calmes, approvisionnements peu fournis, fluctuations nulles sur les cours des denrées.

VIANDE	Le kilo
Pot-au-feu	1,20 à 1,50
Aloyau entier	1,80 à 2,90
Veau entier	2,20 à 3,40
Epaule de veau	1,90 à 2,40
Mouton entier	2,00 à 3,10
Gigot	3,00 à 4,00
Ragout de mouton	1,60 à 2,30
Porc entier	2,50 à 3,06

LEGUMES	Le kilo
Carottes les 100 bottes	22,00 à 32,00
Navets	20,00 à 32,00
Poireaux	50,00 à 75,00
Choux, le cent	10,00 à 43,00
Pommes de terre les 100 kilos	14,00 à 28,00
Pommes communes, les 100 k	12,00 à 30,00

BEURRE	Le kilo
Cours moyen général	5,30

FROMAGE	Le kilo
Camembert de Normandie	102 à 105

NÉCROLOGIE

La mort de M^{re} Richard de Burgue, avocat à la Cour de Paris, sous-lieutenant au 1^{er} d'infanterie, a douloureusement ému les nombreux amis qu'il compte au Palais et dans le monde des lettres et des arts. Parti simple soldat, il avait vaillamment gagné son galon d'officier. Il a été tué par un obus, dans son cantonnement.

les bonnes volontés soient utilisées et portées au maximum de rendement ? Non.

Au dix-neuvième mois de la guerre, le travail de nuit, qui permettrait de doubler notre production d'artillerie, n'est pas organisé dans nos principales usines. Au dix-neuvième mois de la guerre, la question du renvoi à leurs ateliers des chefs d'équipe des techniciens indispensables à l'encadrement de milliers et de milliers de travailleurs n'est pas encore résolue. Au dix-neuvième mois de la guerre, il n'est pas en France une autorité pour trancher les difficultés, mettre fin aux conflits administratifs, et placer les hommes là où ils sont nécessaires au salut de la patrie !

M. Léon Bailby (*Intransigeant*) présente les mêmes arguments sous une forme différente :

Au fond de l'auto ministérielle, écrit-il, l'Excellence se prend à penser que la vie est bonne... Et cependant le temps passe. Et nous n'avancons pas.

Nous croyons, naïfs, que le travail de l'usine de guerre fonctionne à son plein rendement. Erreur ! Il n'y a pas de travail de nuit pour la production des pièces de grosse artillerie parce qu'il n'y a pas encore un ministre qui ait été capable, par sa volonté persévérante, de réduire la force d'inertie d'un petit chef de bureau quelconque embusqué dans ses captons verts et qui s'enorgueillit de faire échec à la volonté nationale.

La Censure

Le *Rappel* se prononce nettement contre le bâillon :

On doit accoutumer un peuple libre — surtout ici — à entendre la vérité. C'est le meilleur moyen de le prémunir contre les illusions et les déceptions et c'est peut-être aussi le meilleur moyen d'assurer sa défense.

Bâillonnera-t-on ? Ne bâillonnera-t-on pas ? Tel est le problème.

Il est étrange qu'il se pose. Mais il se pose. C'est un fait et qui jette un jour assez impressionnant sur certaines zones politiques françaises.

Que pense le bon public de tout cela ? Nous le saurons après la guerre.

Mais il n'est pas mauvais que, d'ores et déjà, l'on sache que la censure est et contre les libertés essentielles et fondamentales.

De M. Brizon

La *Bataille* s'occupe de M. Brizon :

Le citoyen Brizon est jeune et pétulant. Ça lui passera.

Pourtant, si jeune qu'il soit, il ne devrait pas oublier qu'il y a des gens d'âge qui, pour cinq sous par jour, font en un seul jour autant de besogne que lui, Brizon, en a fait en dix-huit mois au prix de quinze mille francs par an.

Les neutres

Dans la *Gazette de Lausanne* M. Lombard exprime les sentiments de nos amis suisses :

Il y a des neutres et neutres. Il en restera toujours et beaucoup, qui préfèrent, quoi qu'il arrive, les nations qui ont proclamé les droits de l'homme à celle dont le génie s'est exprimé dans le *Kriegsbrauch im Landkriege*.

"L'Œuvre" Militaire

LA RECONSTITUTION DES CADRES DES OFFICIERS

La guerre a creusé des brèches terribles dans le corps des officiers ; cette phalange héroïque, qui constitue l'ossature de notre armée, a payé, au prix de lourdes pertes, l'honneur de conduire les hommes sur le chemin du sacrifice et de la gloire. Du geste et de l'exemple, ils encouragèrent leurs soldats, lors de l'action ; les premiers, ils sautèrent hors des tranchées ; les premiers, ils présentèrent leur poitrine aux fusils et aux mitrailleuses de l'ennemi ; et, comme ils sont particulièrement visés, quantité d'entre eux dorment leur dernier sommeil le long des lignes, morts pour la France. Les pertes ont été telles que le général en chef, dans le but de reformer les cadres, vient d'appeler l'attention du ministre sur cette grave question, sur la nécessité de prévoir, dès maintenant, la reconstitution du corps d'officiers de l'active, et d'ouvrir, plus largement qu'il n'était fait jusqu'à ce jour, l'accès de l'armée active aux officiers de complément. Le ministre de la guerre, donnant satisfaction à ce désir, vient de proposer au Parlement d'étendre aux capitaines de réserve le bénéfice du décret du 12 novembre 1914, qui réservait aux seuls lieutenants et sous-lieutenants, parmi les officiers des réserves, la possibilité de la titularisation. Il faut que cette loi soit votée ; il y va de l'avenir de notre armée ; et aucune des objections qu'aurait pu, au début de la guerre, soulever cette proposition ne subsiste plus aujourd'hui.

Si l'on avait admis, il y a quinze mois, des capitaines de réserve à servir dans l'armée active, les lieutenants actifs auraient pu, à l'époque, se trouver lésés ; ils auraient, en effet, pu se plaindre de voir les cadres de capitaines occupés par des officiers n'ayant que quelques mois de guerre et quelques périodes d'instruction en temps de paix ; aujourd'hui, ces considérations n'existent plus.

Aujourd'hui, tous les lieutenants actifs du début sont pour le moins capitaines ; certains, ont quatre et même cinq galons ; et beaucoup, hélas ! sont morts. En tous cas, il n'en reste pour ainsi dire plus qui n'aient toujours que deux « ficelles ». Quant aux anciens capitaines de l'active, tous ceux qui ont eu la chance de ne pas y rester sont commandants ou colonels. Aucun d'eux ne sera donc lésé par l'ouverture du cadre actif aux capitaines de complément. Et si rien ne milite plus contre l'admission de ceux-ci, tout milite par contre en sa faveur.

Ils ont payé leur lourd et sanglant tribut, les réservistes, autant que leurs camarades de l'active ; car cette campagne est surtout la guerre des chefs de section et des capitaines, qui marchent à l'assaut en montrant le chemin à leurs hommes ; et, qu'ils soient sortis du civil ou des écoles, les uns et les autres ont appris leur dur et glorieux métier aux mêmes épreuves, et au prix des mêmes dangers.

Les uns et les autres ont acquis et acquièrent chaque jour, comme le disait l'exposé des motifs de la loi du 1^{er} août 1913, « cette expérience de la guerre, cette maîtrise de soi-même devant le danger qui constituent les plus précieuses qualités de l'officier subalterne exerçant un

commandement dans la troupe avec laquelle il vit, marche et combat ».

Les uns et les autres ont fait leurs preuves, les réservistes comme les actifs, et ce sera un précieux encouragement que d'autoriser ceux qui ont conquis leurs trois galons au péril de leur vie à demander leur admission définitive dans l'armée, à obtenir la consécration de leur bravoure, de leur intelligence et de leur dévouement.

Jusqu'à présent, un capitaine de réserve ne pouvait obtenir de titularisation qu'en rendant un galon, et encore lui marchandait-on ce droit, car la loi n'avait expressément prévu que la titularisation des sous-lieutenants et lieutenants. Quel douloureux sacrifice !

« Voyez-vous, m'écrivait un jeune capitaine de réserve (décoré de la Légion d'honneur et de la croix de guerre, trois citations et trois blessures), je ne puis pas me décider à rendre un galon que j'ai gagné au feu ! Il m'a été remis sur le champ de bataille. Je l'ai baptisé, à l'assaut du 25 septembre, de mon sang et du sang de mes braves. Il y eut même un de mes petits, un gosse de la classe quinze, qui est mort sur mon épaule, et qui l'a tant rougi de sang, ce galon, qu'on ne le voyait plus quand on m'a emporté à l'ambulance. Je l'aime comme ma croix, comme mes citations, comme mes blessures ; si je le rendais et que, plus tard, après ma titularisation, on me le remit à nouveau, non, voyez-vous, je ne croirais pas que ce puisse être le même ! »

Quel noble et admirable langage ! Si même aucune autre considération ne l'exigeait, si même l'intérêt supérieur de l'armée n'était pas en jeu, le Parlement aurait le devoir de donner à ces braves gens qui attendent de lui la consécration, de dix-huit mois de fatigue, de dangers et d'héroïsme, de voter sans retard la loi qui lui est proposée. Il faut que les capitaines de réserve puissent entrer dans l'armée active par la grande porte, avec leurs trois galons, sans avoir à rogner le panache, tressé de souffrances et de gloire, que leurs chefs leur ont donné, et qui est leur seule récompense et leur seul encouragement.

Ce sera une œuvre de justice et ce sera une œuvre utile. Les camarades de l'active, qui ont partagé les mêmes périls, qui ont conquis la même gloire, ne pourront qu'y applaudir.

Mortimer-Mégret

Certains disent, comme on l'a dit voici quinze mois, lorsque cette question fut déjà soulevée : « On verra plus tard ; quand la guerre sera finie, il sera temps de reconstituer les cadres de l'active ; pour l'instant, il est sans inconvénients de laisser les choses en l'état. »

Ceux qui raisonnent ainsi voient faux et voient à côté ; il y a, au contraire, des inconvénients sérieux à ne point remédier à l'état de choses actuel et à tenir éloignés de l'armée active des officiers qui ont mérité d'y entrer. Je vais le prouver, par un exemple.

Voici un capitaine de réserve ayant onze ans de grade d'officier et dix mois de grade de capitaine ; il se bat depuis le début ; il connaît son métier de commandant de compagnie à fond, et ce n'est pas un métier commode dans les tranchées, je vous l'assure, avec les fonctions multiples qu'il faut assumer : le commandement tactique de l'unité, son hygiène, sa discipline, son alimentation, son habillement, sans compter la paperasserie dont, comme de juste, on est, même en première ligne, submergé !

Et puis, voici un jeune officier de l'ac-

tive qui reçoit son troisième galon : c'est un gosse, que « défilaient » ses anciens, voici deux ans, à Saint-Cyr, mais un gosse héroïque dont la poitrine s'orne de croix multiples, celle de guerre et la Légion d'honneur ; il a vingt ans !

Survient une attaque ; le chef de bataillon est tué. Qui prend le commandement du bataillon ? Le capitaine le plus ancien ? Non, le capitaine le plus jeune, qui a huit jours de grade, car, à nombre de galons égal, c'est toujours l'officier de l'active qui a le pas sur l'officier de complément. Est-ce conforme à l'intérêt supérieur, cela, et aura-t-il toute l'expérience voulue, ce jeune homme, si brave, si énergique, si héroïque qu'il puisse être, qui n'a pour ainsi dire jamais encore commandé une compagnie ? Le voilà, par l'effet des règlements, promu subitement du commandement d'une section au commandement d'un bataillon !

Vous citerai-je encore ce capitaine de réserve, qui a dix-huit mois de guerre, et huit ans de grade d'officier, placé subitement sous les ordres de son ancien sergent-fourrier, un charmant et brave gamin de la classe quatorze, promu capitaine lui aussi et ayant la priorité en qualité d'officier de l'active ? Quand l'autre, le capitaine de complément qui se trouve sous ses ordres, a commencé la campagne, celui-ci n'était même pas encore soldat ! Croyez-vous que la discipline ne souffre pas de semblables bizarreries, et que ces situations très fausses ne découragent pas les officiers qui en sont l'objet et les victimes ?

Le ministre de la guerre, comme le général en chef, ont jugé que ces errements ne pouvaient subsister sans porter un grave préjudice aux intérêts de l'armée. Le Parlement doit à tous ces braves gens qui attendent de lui la consécration, de dix-huit mois de fatigue, de dangers et d'héroïsme, de voter sans retard la loi qui lui est proposée. Il faut que les capitaines de réserve puissent entrer dans l'armée active par la grande porte, avec leurs trois galons, sans avoir à rogner le panache, tressé de souffrances et de gloire, que leurs chefs leur ont donné, et qui est leur seule récompense et leur seul encouragement.

Ce sera une œuvre de justice et ce sera une œuvre utile. Les camarades de l'active, qui ont partagé les mêmes périls, qui ont conquis la même gloire, ne pourront qu'y applaudir.

Mortimer-Mégret

La Question des troupes noires

Il est hors de doute que nous aurons à recruter largement, dans certaines de nos colonies, les excellents soldats qu'elles peuvent nous fournir. Pour l'Indo-Chine, hélas ! c'est déjà chose décidée, malgré la campagne ardente et juste menée par des personnalités telles que M. Outrey, dont les efforts ont été impuissants à conjurer un péril gros de conséquences. Nous n'énumérerons pas encore une fois les motifs pour lesquels ce contingent de tirailleurs annamites sera absolument inutilisable en Europe. M. Outrey a parlé devant la commission de l'armée et devant le ministre de la guerre... Il ne reste qu'à déplorer que l'on n'ait pas d'abord songé à faire appel à des contingents africains.

Les qualités militaires des tirailleurs noirs sont indiscutables. Les officiers qui

les ont vus au feu, depuis le début de la guerre, n'établissent aucune différence entre eux et nos soldats. Nous ne nous répandons donc pas en éloges sur ces admirables troupiers. Notre dessein est autre. Nous voulons étudier et résoudre le principal problème que suscite le recrutement des indigènes de l'Afrique Occidentale Française.

Toutes les régions du Sénégal et du Soudan ne sont pas également riches en hommes. Les zones les plus peuplées sont, naturellement, celles où la culture est développée et celles qui avoisinent les grandes artères de transit. Abstraction faite de la dissémination de ses habitants, le Soudan est beaucoup moins peuplé que le Sénégal. Appauvrir la main-d'œuvre du Soudan doit être une appréhension négligeable, car le rendement agricole de cette colonie, comparé à la production du Sénégal, est à peu près nul. En conséquence, si l'on veut bien tenir compte de ce que la valeur guerrière du Soudanais est de beaucoup supérieure à celle du Sénégalais, on reconnaîtra que c'était d'abord au Soudan qu'il fallait demander les effectifs dont nous avons besoin.

La principale difficulté à laquelle on se heurte réside dans l'impossibilité où l'on se trouve de réunir et d'instruire, dans la colonie même, les milliers et les milliers d'hommes qu'un recensement rapide ferait arriver au premier signal. Faute de cadres, faute surtout de camps aménagés à cette fin, il est en effet impossible de grouper à Kayes, à Kati, à Bammako, à Tombouctou les contingents qui seraient recrutés. A coups d'argent, on peut surmonter cette difficulté, mais on risque de dépenser en pure perte d'immenses sommes, parce que l'emploi de cette armée noire peut devenir inutile. Dans ces dernières lignes, nous venons de résumer la conclusion d'un important rapport qui a été remis au ministre sur cette question et qui émane d'un haut fonctionnaire colonial dont le moins que l'on puisse dire est qu'il a la vue courte.

Une solution fort simple s'impose pourtant. Telle que nous la voyons, elle nous fournirait à bref délai une puissante armée noire. Son prix de revient, si nous osons dire, serait des plus modiques. Avantage plus précieux encore : la mesure que nous préconisons ne porterait aucun préjudice aux intérêts économiques de notre colonie, qui sont intimement liés à ceux des indigènes.

Pour tourner les difficultés exactes invoquées dans le rapport précité, il s'agit de créer immédiatement, dans chaque poste du Soudan, un centre d'éducation militaire où tous les indigènes de la région avoisinante en âge d'être incorporés viendraient s'instruire sous la direction des officiers et des gradés en garnison dans ces postes. Dans quelles conditions serait faite cette instruction semblable à celle qui est donnée aux jeunes gens de nos sociétés de préparation militaire ? Quel résultat obtiendrait-on ?

Choisissons, par exemple, la région peuplée de Bammako. Après un recensement opéré par l'administration civile, les chefs des nombreux villages peu éloignés de cette petite cité seraient tenus d'envoyer à Bammako, trois fois par semaine, les hommes désignés comme capables de porter les armes. L'autorité des chefs de village était relative, selon la région, l'appât d'une distribution de mil, de sel ou de noix de kola, selon la région encore — ou bien une légère exonération d'impôt — déterminerait les indigènes à se présenter en foule. Il est certain que la plupart viendraient de grand cœur, notamment les Bambaras et les Toucouleurs, qui sont guerriers de naissance. Trois jours échelonnés dans la semaine suffiraient, à la condition que l'instruction soit intensive et bien comprise, pour former rapidement ces hommes qui, le soir, repartiraient pour continuer d'exercer leur profession de laprot du Niger ou de cultivateur de *lougan*.

Autant de postes, autant de centres d'éducation militaire. La garnison de Bammako, de Ségou, de Mopti ne possède

que deux sous-officiers et dix caporaux. Proportionnons à ces instructeurs le nombre d'indigènes qu'ils auront à dresser, et ce nombre sera encore considérable, et ces gradés trouveront là une diversion au regret qu'ils éprouvent de se savoir à peu près inutiles. Grâce à un roulement judicieux, cent mille noirs, au bas mot, s'instruiraient ainsi au métier des armes, sans qu'il en résultât d'autre dépense que celle nécessitée par la consommation des cartouches brûlées au tir. Six ou huit mois après l'adoption de cette mesure, nous disposerions d'un immense contingent dont les cadres se seraient constitués aussi. Le moment venu, il n'y aurait qu'à mobiliser, à équiper et à embarquer ces excellentes recrues.

Franz Toussaint

On nous écrit :

Les permissions

Il y a des poilus qui ont été en permission depuis le 11 juillet 1915, commencement des permissionnaires, jusqu'au moment dernier. Ces poilus étaient sur le front depuis le 6 décembre 1914. Le deuxième tour ayant commencé il y a quinze jours environ, on fait maintenant partir, comme permissionnaires, les anciens de décembre 1914 et de nouveaux arrivés en renfort au front depuis le 15 septembre 1915. Ces hommes avaient obtenu, étant au dépôt, des permissions agricoles et des permissions de 48 et 24 heures.

Il y a donc inégalité, parce que ces hommes ont eu, proportionnellement, pour trois mois de front : six jours, douze jours et même vingt-quatre jours, une permission agricole, des permissions de 24 et 48 heures et de nouveau six jours.

Tandis que les autres n'ont pas eu de permissions, même de 24 ou 48 heures, étant au dépôt, et ils n'ont, après trois mois de front, que six jours de permission. C'est donc très irrégulier et, je crois, non conforme aux ordres donnés par le ministre de la guerre.

RÉPONSES

Mlle Chavrol. — Il faut qu'il obtienne une proposition de ses chefs. C'est le point de départ sans lequel il est impossible qu'il obtienne de l'avancement.

Gilbert. — Toute réclamation doit être transmise à l'autorité destinataire. Aucune autorité intermédiaire ne peut l'arrêter.

COURRIER DES THÉÂTRES

Ce soir :

Comédie-Française, 7 h. 45, *La Première Béatrice*, *La Fugitive* ; Porte Saint-Martin, 7 h. 45, *Anna Karénine* ; Nouvel Ambigu, 8 h. 30, *La Petite Fonctionnaire* ; Théâtre Sarah-Bernhardt, 8 h., *Le Châtaignier* ; Théâtre-Lyrique, 8 h. 15, *Fils d'Athènes* ; Athènes, 8 h. 30, *l'École des Civils* ; Gaîté, 8 h. 30, *Coralie et Cie* ; Apollo, 8 h. 15, *la Cocardie de Mimi Pinson* ; Renaissance, 8 h. 30, *la Puce à l'oreille* ; Palais-Royal, 8 h. 30, *le Poilu*, *Hortense a dit* : « Je m'en fous ! » ; Bouffes-Parisiens, 8 h. 15, *Kiki Variétés*, 8 h. 30, *Miquette et sa mère* ; Gymnase, 8 h. 45, *les Deux Vestales* ; Capucines, 8 h. 15, *En franchise*, *Oh ! pardon*, *Vandreville*, 8 h. 15, *Calixta* ; Cluny, 8 h. 30, *Écrivant le Noceur* ; Déjazet, 8 h. 30, *les Femmes de Rosalie* ; Grand Guignol, 8 h. 45, *l'Angoisse*, *le Siège de Berlin* ; Folies-Bergère, 8 h. 30, *Jusqu'au bout* ; Scala (relâche) ; Cigale, 8 heures 30, *l'Enfer des Rouges* ; Concert Mayol, 8 heures 30, *Polin et ses artistes*, *Bo-Da-Bouh* ; Eldorado, 8 h. 15, *la Crévette* ; Ba-Ta-Clan, 8 h. 30, *la Dame du Commissaire* ; Gaîté-Boulevard, 8 h. 30, *C'est Mimi* ; Alhambra, Empire, Olympia, Casino de Paris et Nouveau-Cirque, 8 h. 30, attractions ; aux Quat'z-Arts, aux Moulin de la Chanson, à la Pie qui Chante, à la Chaumière et au Cagibi, à 8 h. 45, revues et chansonniers.

MILITAIRES

Vous serez fixés sur toutes les situations, sur tous vos droits et sur ceux de vos familles en lisant le *Guide Militaire*, 12, avenue de la Grande-Armée, Paris. — 4 fr. — Il explique tout.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTIENS.

Soc. Anon. des Imp. WELHOFF et ROCHER, 16-18, r. Notre-Dame-des-Victoires, Paris. E. ANCEAU, directeur.

FEUILLETON DE L'ŒUVRE du 15 février 1916

La Captivité

DE Grand-père

TEXTE ET DESSINS de LOUIS MORIN

À ce moment, des visions lointaines et joyeuses m'obsédaient ; je me voyais petit garçon, quittant l'école à onze heures et courant avec les autres galopins de mon âge pour sonner l'angelus de midi. Nous nous suspendions aux cordes, notre envolée se rythmait sur la puissante chanson des cloches, et, par la porte entrebâillée, nous apercevions les petites filles détachées en silhouettes sur le jour cru de la place, qui penchaient la tête, suivant avec curiosité la voltige qui nous faisait gambiller dans l'ombre, comme des pantins au bout de ficelles... Ah ! c'était le bon temps, celui-là !

La vie reprit, comme avant le bombardement. La bonne heure était celle du matin, quand nos ménagères nous apportaient le café tout chaud en nous

glissant à demi-voix des nouvelles rassurantes. Était-ce pour aujourd'hui, la percée ?... Nous le souhaitions et nous le redoutions tout à la fois, car elle ne



La ferme de Maurice Taquois

pouvait se faire que sous une grêle renouvelée de projectiles... et alors !... La journée passait, monotone, en conversations interminables. Le soir, nous mangions mélancoliquement nos haricots, éclairés par des bougies ou des chandelles que nous collions sur le haut des bancs avec un peu de bougie

fondu ; mais il fallait se hâter, nos vilains oiseaux de nuit n'avaient point de goût pour la lumière. L'éclairage de l'église pouvait la faire repérer de nouveau, à leur grand dommage, et au nôtre.

Vers le 29, Marie nous annonça que deux jeunes filles du voisinage avaient tué en cachette notre dernier porc et



Nos ménagères apportaient le café tout chaud

l'avaient mis au saloir. Nous nous réjouissions de la perspective de manger un peu de viande en fraude quand, le 1^{er} octobre, à onze heures du soir, un *feldwebel*, qui parlait français, vint nous commander de nous lever en toute hâte et de nous préparer pour un départ immédiat... Comment !... Tout de suite ?... sans même passer dans nos maisons pour prendre nos souvenirs les plus précieux, nos papiers de famille ?

— C'est l'ordre !
— Et nos femmes ?
— Vous allez les retrouver sur la

route. Prenez vos couvertures, les effets que vous avez dans l'église, et en route ! Défense de parler ; les Français pourraient vous entendre et tirer sur vous.

Nous voilà partis, troupe lamentable de fugitifs chargés de paquets. Dans la lumière incertaine de cette nuit d'octobre, nous distinguâmes de-ci, de-là, sur les côtés de la route, des cadavres raidis dont les figures verdâtres semblaient sortir de l'ombre. Au tournant du chemin, nous trouvâmes les femmes qui nous attendaient, effarées, gémissantes, tremblant qu'on ne nous menât à la fusillade.

— Ils n'ont pas permis, dit Marie, que nous emportions la moindre chose... Un chef m'a dit : « Madame, con sidérez que tout ce qui vous appartient nait est maintenant la propriété de l'armée allemande. » Et de la part des autres femmes, c'étaient des soupirs sans fin : « Ah, mon petit bien !... ma chère maison !... Qu'en feront-ils ?... Ils n'en laisseront pas pierre sur pierre ! » Mais les soldats eurent vite fait de les faire taire.

C'est triste la guerre ! l'arrachement du sol natal, la misère arrivée en quelques jours, la fuite sur la route comme des vagabonds, — bien pis, comme des malfaiteurs que des soldats en armes mènent au bagne, — sans argent, sans vivres, avec les vêtements que l'on a sur soi, sans plus, et la perspective d'être casés comme des bestiaux dans un bâtiment quelconque ou réduits aux travaux forcés sur les routes ou dans les tranchées, à moins que l'on ne devienne un embarras pour le vainqueur et que l'on ne périsse sous les balles, au

coin d'un bois. Il y a là comme un retour aux grandes misères du Moyen-Âge, une cruauté générale et organisée



Nous voilà dans la nuit

qui révolte l'homme moderne, l'homme qui, depuis quarante ans, s'est bercé des plus sottes billevesées du pacifisme et qui, voulant la paix, n'a pas su préparer la guerre.

(La suite à demain.)